



Budget supplémentaire des dépenses (A) 2022-2023

Pour
l'exercice se terminant
le 31 mars 2023

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada,
représentée par le président du Conseil du Trésor, 2022
Publié par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
90, rue Elgin, Ottawa, Ontario, K1A 0R5, Canada

No de catalogue : BT31-2/1F-PDF
ISSN : 1702-515X

Ce document est disponible sur Canada.ca, le site Web du gouvernement du Canada.

Ce document est disponible en médias substituts sur demande.

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé
pour désigner tant les hommes que les femmes.

Also available in English under the title: Supplementary Estimates (A), 2022–23.

À moins d'indication contraire, l'information que renferme cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais ou autre permission du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, que le SCT soit mentionné comme l'organisation source, et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec le SCT ou avec son consentement.

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2022-2023

Pour
l'exercice se terminant
le 31 mars 2023

BUDGET DES DÉPENSES 2022-2023

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2022-2023

Introduction

Pour effectuer des dépenses, le gouvernement doit recevoir l'approbation du Parlement, soit par le biais d'une loi adoptée précédemment, soit sur une base annuelle par la présentation et l'adoption de projets de loi de crédits. Avant l'introduction de chaque projet de loi de crédits, la présidente du Conseil du Trésor dépose une publication du budget (principal ou supplémentaire) des dépenses au Parlement afin de fournir des renseignements et des détails sur les autorisations de dépenser demandées.

Alors que le Budget principal des dépenses donne un aperçu des besoins en matière de dépenses pour l'exercice financier à venir, les Budgets supplémentaires des dépenses présentent des renseignements sur les besoins relatifs aux dépenses qui n'étaient pas suffisamment étoffés lors de la préparation du Budget principal des dépenses ou qui ont été précisés après le dépôt de celui-ci pour tenir compte de l'évolution de certains programmes et services.

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2022-2023 est le premier des trois budgets supplémentaires des dépenses prévus pour le présent exercice.

Points saillants

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2022-2023 présente un total de 9,7 milliards de dollars en dépenses budgétaires supplémentaires, ce qui reflète 8,8 milliards de dollars à approuver et une augmentation de 859,6 millions de dollars des dépenses législatives prévues. Environ un milliard de dollars de ces dépenses se rapportent à des initiatives annoncées dans le budget fédéral de 2022.

Les budgets supplémentaires dans le cadre du budget des dépenses

	Budget des dépenses 2022-2023				Total
	Budget principal	Budget supplémentaire			
		A	B	C	
					(dollars)
Dépenses budgétaires					
Crédits votés	190 312 584 394	8 795 403 218	.....	.....	199 107 987 612
Postes législatifs	207 262 949 827	859 623 605	.....	.....	208 122 573 432
Total des dépenses budgétaires	397 575 534 221	9 655 026 823	.....	.....	407 230 561 044
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés	227 703 003	.....	.....	.....	227 703 003
Postes législatifs	138 973 821	.....	.....	.....	138 973 821
Total des dépenses non budgétaires	366 676 824	.....	.....	.....	366 676 824

Si elles sont approuvées par le Parlement, les dépenses budgétaires votées augmenteraient de 8,8 milliards de dollars (4,6 %) pour atteindre un total de 199,1 milliards de dollars. Les principaux objectifs et les organisations responsables des nouvelles dépenses votées sont les suivants :

- le ministère des Services aux Autochtones et le ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord afin de mettre en

œuvre des ententes de règlements, d'indemniser les groupes autochtones et d'effectuer immédiatement les réformes initiales; (2,1 milliards de dollars liés aux Services à l'enfance et à la famille des Premières Nations et au principe de Jordan, 900,0 millions de dollars pour les revendications particulières, 146,0 millions de dollars pour les élèves externes des pensionnats indiens et 130,0 millions de dollars liés aux externats indiens fédéraux);

- l'Agence de la santé publique du Canada afin d'acheter des produits thérapeutiques pour traiter la COVID-19 (1,4 milliard de dollars);
- le ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile afin de fournir une aide financière en cas de catastrophe aux gouvernements provinciaux et territoriaux (823,6 millions de dollars);
- le ministère de la Défense nationale et le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration pour la réponse du Canada à l'invasion de l'Ukraine (500 millions de dollars d'aide militaire et 352,7 millions de dollars pour les mesures spéciales en matière d'immigration).

Reflétant ces activités, les cinq organisations suivantes demandent chacune au moins 500 millions de dollars (excluant les transferts) pour appuyer leurs priorités :

- le ministère des Services aux Autochtones (2,2 milliards de dollars);
- l'Agence de la santé publique du Canada (1,5 milliard de dollars);
- le ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord (1,4 milliard de dollars);
- le ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile (823,6 millions de dollars);
- le ministère de la Défense nationale (500,0 millions de dollars).

Les changements apportés aux prévisions des dépenses législatives sont inclus dans le présent budget des dépenses afin de fournir des renseignements supplémentaires concernant le total des dépenses estimées des organisations. Les dépenses budgétaires législatives devraient augmenter de 859,6 millions de dollars (0,4 %) pour atteindre un total de 208,1 milliards de dollars comprenant 100 millions de dollars en paiements pour l'amélioration de la ventilation des écoles conformément à la *Loi d'exécution de la mise à jour économique et budgétaire de 2021* (projet de loi C-8) qui est proposée. L'augmentation est principalement attribuable aux prévisions mises à jour fournies dans le budget fédéral de 2022 pour :

- les intérêts sur la dette non échue (augmentation de 895,0 millions de dollars);
- d'autres frais d'intérêt (augmentation de 254,0 millions de dollars);
- les prestations de la Sécurité de la vieillesse (diminution de 371,9 millions de dollars).

Principaux postes

La liste ci-dessous présente les principales initiatives votées, qui sont incluses dans le présent budget supplémentaire des dépenses pour obtenir l'approbation du Parlement.

Ministère des Services aux Autochtones : 2,1 milliards de dollars

Fonds destinés aux coûts liés à l'indemnisation et aux réformes des programmes des Services à l'enfance et à la famille des Premières Nations et du principe de Jordan

Ces fonds serviront à couvrir les frais d'administration, les frais juridiques, les frais liés au soutien en matière de santé mentale et de culture ainsi que d'autres frais de mise en œuvre des ententes d'indemnisation relatives aux programmes des Services à l'enfance et à la famille des Premières Nations et du principe de Jordan. Ces fonds serviront également à appuyer les premières réformes immédiates initiales des programmes, y compris les grands projets d'immobilisations et les activités visant à favoriser le bien-être des enfants et des familles.

Agence de la santé publique du Canada : 1,4 milliard de dollars

Fonds destinés à l'approvisionnement en traitements thérapeutiques supplémentaires

Ces fonds contribueront à l'acquisition de traitements existants et émergents contre la COVID-19, y compris des achats effectués dans le cadre d'accords d'achat anticipé, ainsi qu'à couvrir les coûts associés à l'entreposage, à la distribution et au déploiement. Des quantités supplémentaires de traitements sont nécessaires pour répondre aux besoins des systèmes de santé provinciaux et territoriaux.

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord : 900 millions de dollars

Financement destiné aux Fonds de règlement des revendications particulières

Les revendications particulières sont des réclamations présentées par une Première Nation contre le gouvernement fédéral qui portent sur l'administration des terres ou d'autres biens des Premières Nations et sur le respect des traités historiques ou d'autres ententes. Le principal objectif de la *Politique sur les revendications particulières* est d'honorer les obligations légales du gouvernement fédéral au moyen d'ententes de règlements négociés. Le Fonds de règlement des revendications particulières sert à indemniser les Premières nations conformément aux accords négociés ou aux indemnités accordées par le Tribunal des revendications particulières.

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile : 823,6 millions de dollars**Fonds destinés au programme de contributions pour les Accords d'aide financière en cas de catastrophe (budget fédéral de 2021)**

En cas de catastrophe naturelle d'envergure, le gouvernement du Canada fournit une aide financière aux gouvernements provinciaux et territoriaux. Le financement fédéral est fondé sur une formule de partage des coûts, avec un large éventail de dépenses admissibles, y compris les services d'urgence, les mesures de sécurité, les réparations des infrastructures et des bâtiments publics, le nettoyage ainsi que la restauration ou la réparation des résidences principales individuelles, des petites entreprises et des exploitations agricoles. Ces fonds serviront à couvrir les coûts des catastrophes survenues au cours de la dernière décennie.

Ministère de la Défense nationale : 500 millions de dollars**Fonds destinés à l'aide militaire offerte à l'Ukraine (budget fédéral de 2022)**

Ces fonds permettront aux entités admissibles d'acheter ou de fournir à l'Ukraine de l'équipement légal et non légal, des armes ainsi que la formation, la maintenance et la gestion qui y sont associées, afin de l'aider à défendre sa souveraineté.

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien : 329,7 millions de dollars**Fonds destinés aux besoins opérationnels critiques**

L'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) contribue à assurer la sécurité du transport aérien en contrôlant les voyageurs, les bagages et les employés des aéroports. Ces fonds permettront d'appuyer la prestation des services de contrôle de sécurité dans les 89 aéroports où l'ACSTA exerce ses activités.

Ministère des Transports : 322,5 millions de dollars**Fonds destinés à la prolongation et à l'élargissement du programme Incitatifs pour l'achat de véhicules zéro émission (budget fédéral de 2022)**

Des incitatifs à l'achat allant jusqu'à 5 000 \$ sont offerts depuis 2019 pour les véhicules zéro émission admissibles (électriques à batterie, électriques hybrides rechargeables et à pile à hydrogène). Le budget fédéral de 2022 a proposé que le programme d'incitation soit prolongé jusqu'en mars 2025 et qu'il soit élargi de manière à favoriser l'achat d'un plus grand nombre de modèles de véhicules, y compris davantage de fourgonnettes, de camions et de VUS.

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration : 247,8 millions de dollars**Fonds destinés à l'immigration, aux mesures d'établissement, au logement temporaire et au soutien du revenu des Ukrainiens et des Ukrainiennes**

Ces fonds serviront à payer les coûts initiaux des mesures spéciales en matière d'immigration pour les ukrainiens, y compris les vols nolisés, les séjours temporaires à l'hôtel, le traitement des demandes, les programmes d'établissement et de soutien financier transitoire.

Ministère des Finances : 191,6 millions de dollars**Fonds destinés au gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador d'une somme équivalente aux revenus nets liés à la participation aux bénéfices nets et à la participation accessoire aux bénéfices nets du projet pétrolier extracôtier Hibernia pour l'année 2021**

En compensation des prêts, des accords de garantie de prêts et des subventions accordés à Hibernia, le gouvernement fédéral a négocié, en 1990, un accord de participation aux bénéfices nets (PBN) et un accord de participation accessoire aux bénéfices nets (PABN) avec les propriétaires initiaux du projet. Ces accords prévoient que les propriétaires du projet versent au gouvernement fédéral 10 % des revenus nets (revenus bruts des ventes moins les coûts spécifiques d'exploitation et d'immobilisations) et des revenus accessoires. Ce transfert à la province équivaut aux revenus nets de 2021 du Canada provenant de la PBN et de la PABN du projet pétrolier extracôtier Hibernia.

Agence spatiale canadienne : 183,5 millions de dollars**Fonds destinés au système robotisé Canadarm3 (phase B)**

Le Canadarm3 est la contribution du Canada à « Gateway », un avant-poste qui orbitera autour de la Lune et contribuera au retour des humains à long terme sur la surface lunaire, ainsi qu'un point d'arrêt pour l'exploration de l'espace lointain. Le Canadarm3 sera composé d'un grand et d'un petit bras robotique, d'outils spécialisés pour effectuer des tâches scientifiques et d'entretien, ainsi que d'interfaces robotiques permettant d'accéder à tous les éléments de Gateway. Ces fonds sont destinés à des travaux de développement technologique, à un examen préliminaire de la conception, ainsi qu'à des plans, des conceptions et des estimations visant à répondre aux exigences techniques élaborées au cours de la phase A.

Ministère de l'Emploi et du Développement social : 176,7 millions de dollars**Fonds destinés à l'apprentissage et à la garde des jeunes enfants**

Ces fonds serviront à prolonger les accords sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants et les accords sur la main-d'œuvre dans le domaine de la petite enfance avec les provinces et les territoires. Ces accords appuient les programmes existants d'apprentissage et de garde des jeunes enfants et aident à attirer et à maintenir en poste les éducateurs et les éducatrices de la petite enfance.

Téléfilm Canada : 150 millions de dollars**Financement destiné au Fonds d'indemnisation à court terme pour productions audiovisuelles canadiennes**

Le Fonds, qui a été créé en raison du manque d'assurance disponible, permet de dédommager les sociétés de production indépendantes pour l'interruption ou l'arrêt d'une production audiovisuelle admissible en raison de cas confirmés de COVID-19 sur le plateau. Ce financement permet de prolonger l'initiative jusqu'au 31 mars 2023.

Comparaison du budget fédéral de 2022 et des budgets des dépenses

Le rapprochement présenté ci-dessous a pour but de donner des précisions sur le lien entre les chiffres indiqués dans le budget fédéral de 2022 et les budgets des dépenses 2022-2023. Ce rapprochement permet une comparaison et une étude plus efficaces de la manière dont les besoins de trésorerie figurant aux budgets des dépenses sont calculés à partir du plan budgétaire établi selon la comptabilité d'exercice.

Comparaison du budget fédéral de 2022 et des budgets des dépenses à ce jour en 2022-2023

	2022-2023 (milliards de dollars)
Budget des dépenses à ce jour en 2022-2023	407,2
Notamment :	
En lien avec le budget fédéral de 2022	1,0
Plus : Postes non compris dans les budgets des dépenses	63,9
Notamment :	
Prestations d'assurance-emploi	31,3
Allocation canadienne pour enfants	25,2
Autres crédits d'impôt et remboursements	7,4
Plus : Recettes nettes	12,8
Moins : Rajustements comptables et autres	(31,6)
Budget fédéral de 2022 (Total – Dépenses projetées pour 2022-2023)	452,3

Postes non compris dans les budgets des dépenses

Dans le budget fédéral, les prévisions englobent toute la portée du cadre financier du gouvernement, y compris les recettes, les dépenses liées aux programmes et à l'impôt, les dépenses législatives comme les prestations d'assurance-emploi et les dispositions pour les obligations futures telles que les régimes de pensions de la fonction publique. La portée des budgets des dépenses est plus limitée que celle des prévisions dans le budget fédéral. Les budgets des dépenses visent principalement à appuyer l'examen par le Parlement des projets de loi de crédits, lesquels sont des instruments juridiques permettant d'autoriser certains paiements.

Les budgets des dépenses sont donc axés sur les besoins de trésorerie du gouvernement nécessitant des crédits du Parlement et excluent certains postes compris dans le budget fédéral. Les coûts liés aux prestations d'assurance-emploi et aux prestations pour enfants sont les principales composantes des postes non compris dans les budgets des dépenses.

L'Allocation canadienne pour enfants est constituée en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et est considérée comme une dépense aux fins de la publication de l'information financière du gouvernement. Le Parlement n'autorise pas de dépense annuelle pour ce poste ni pour tout autre crédit d'impôt remboursable ou dépense fiscale.

La majorité des coûts de l'assurance-emploi sont payés directement à même le Compte des opérations de l'assurance-emploi plutôt qu'au moyen de crédits ministériels et ne sont donc pas inclus dans les budgets des dépenses.

Recettes nettes

Certaines dépenses sont financées par les recettes ministérielles. Les dépenses d'exercice indiquées dans le budget fédéral sont présentées de façon « brute », donc les recettes sont incluses dans les prévisions de recettes établies selon la méthode de la comptabilité d'exercice, alors qu'elles sont affectées aux dépenses dans les budgets des dépenses.

Rajustements comptables et autres

Le budget fédéral est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, tandis que les budgets des dépenses sont présentés selon la comptabilité de caisse modifiée. La comptabilité d'exercice reconnaît les recettes une fois générées et les dépenses une fois engagées, alors que la comptabilité de caisse reconnaît les espèces ou leur équivalent une fois qu'ils sont versés. Par conséquent, certains postes seront déclarés différemment dans les deux publications. Cette catégorie comprend aussi les coûts liés aux sociétés d'État consolidées qui sont financées par leurs propres revenus, un certain nombre d'autres rajustements nécessaires pour prévoir les dépenses sur une base entièrement consolidée ainsi que des rajustements pour des postes qui ont été approuvés et réservés dans le cadre financier (au moment du budget fédéral et depuis ce temps).

Renseignements supplémentaires et techniques

Modifications apportées à la structure gouvernementale et aux autorisations votées

Voici les modifications apportées à la structure gouvernementale qui ont été prises en compte depuis la publication du Budget principal des dépenses 2022-2023 :

- la Commission nommée Enquête publique sur l'état d'urgence de 2022 a été créée, et le premier ministre a été désigné comme ministre compétent aux fins de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (C.P. 2022-0392 et 2022-0393).

Les autorisations nouvelles ou modifiées suivantes sont demandées par l'entremise de la loi de crédits pour ce budget des dépenses :

- la Société des ponts fédéraux Limitée ajoute le crédit 1 pour les paiements à la Société;
- la Commission du droit du Canada ajoute le crédit 1 pour les dépenses de programme.

Loi de crédits en 2022-2023

La sanction royale de la *Loi de crédits no 1 pour 2022-2023*, accordée le 31 mars 2022, a permis de fournir des crédits provisoires aux organisations qui dépendent de crédits pour couvrir leurs besoins des trois premiers mois de l'exercice.

En juin 2022, la présidente du Conseil du Trésor présentera un projet de loi visant à fournir les crédits restants pour le Budget principal des dépenses 2022-2023 ainsi qu'un autre projet de loi visant à fournir des crédits pour les dépenses nécessaires indiquées dans le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2022-2023.

Renseignements déposés et en ligne

Pour cet exercice, la présidente du Conseil du Trésor dépose un document au Parlement qui comprend ce qui suit :

- les points saillants des besoins financiers supplémentaires et des demandes de financement importantes;
- une comparaison du budget fédéral de 2022 et des dépenses prévues dans les budgets des dépenses 2022-2023;
- un aperçu des modifications apportées à la structure gouvernementale et des nouvelles autorisations nécessaires;
- un résumé des lois de crédits pour l'exercice financier en cours;
- les détails du financement par organisation;
- une annexe proposée au projet de loi de crédits que le Parlement doit approuver.

En plus du document déposé, les renseignements supplémentaires suivants se trouvent également en ligne :

- une liste détaillée des dépenses législatives déclarées dans les budgets des dépenses;
- une ventilation exhaustive des dépenses prévues par article courant, comme le personnel, les services professionnels et les paiements de transfert;
- les dépenses prévues selon l'objet, conformément au cadre de rapports ministériels de chaque organisation;
- une liste des postes horizontaux présentant des besoins de financement;
- les affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor.

Budget des dépenses par organisation

Au total, 128 organisations sont présentées dans le budget des dépenses 2022-2023. De ces organisations, 26 sont incluses dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2020-2021	Budget des dépenses à ce jour 2021-2022	Budget des dépenses 2022-2023		
			Budgets des dépenses précédents à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Budgétaire					
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	686 325 308	859 539 905	567 485 819	329 734 920	897 220 739
Administration du pipe-line du Nord	236 169	571 820	572 250	.....	572 250
Agence canadienne d'évaluation d'impact	76 883 489	79 887 937	80 070 117	.....	80 070 117
Agence canadienne d'inspection des aliments	809 563 619	841 330 587	837 816 689	.....	837 816 689
Agence canadienne de développement économique du Nord	101 219 284	91 250 845	92 835 216	7 378 225	100 213 441
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	550 375 899	548 599 111	586 171 596	.....	586 171 596
Agence de développement économique du Pacifique Canada	.....	154 657 784	255 011 262	.....	255 011 262
Agence de la santé publique du Canada	8 757 759 632	16 736 186 393	8 494 971 038	1 523 836 518	10 018 807 556
Agence de promotion économique du Canada atlantique	575 045 616	455 591 783	436 503 645	.....	436 503 645
Agence des services frontaliers du Canada	2 167 437 848	2 258 213 387	2 344 085 908	.....	2 344 085 908
Agence du revenu du Canada	9 983 997 939	11 340 456 515	12 508 854 851	.....	12 508 854 851
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	.....	22 047 446	123 822 898	.....	123 822 898
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	692 746 495	426 117 490	700 586 596	.....	700 586 596
Agence Parcs Canada	1 305 569 917	1 320 694 011	988 583 305	33 563 528	1 022 146 833
Agence spatiale canadienne	330 409 653	453 869 186	388 278 379	184 444 841	572 723 220
Autorité du pont Windsor-Détroit	440 674 062	971 574 541	961 830 406	.....	961 830 406
Bibliothèque du Parlement	48 475 342	54 446 785	55 835 039	.....	55 835 039
Bibliothèque et Archives du Canada	130 379 206	155 678 293	222 323 024	.....	222 323 024
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	36 373 762	35 534 869	35 761 282	.....	35 761 282
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	5 827 476	5 468 720	5 478 282	.....	5 478 282
Bureau de l'infrastructure du Canada	5 492 387 892	10 440 871 614	9 349 873 712	.....	9 349 873 712
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	627 116 632	685 870 730	711 054 715	.....	711 054 715
Bureau du commissaire au renseignement	2 165 847	2 533 375	2 535 599	.....	2 535 599
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	7 061 080	7 670 110	8 143 039	.....	8 143 039
Bureau du Conseil privé	202 293 324	209 381 653	192 418 323	28 518 211	220 936 534
Bureau du conseiller sénatorial en éthique	961 777	1 352 901	1 408 848	.....	1 408 848
Bureau du directeur des poursuites pénales	192 472 505	208 891 606	212 377 778	.....	212 377 778
Bureau du directeur général des élections	208 830 161	172 866 204	203 509 925	.....	203 509 925

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2020-2021	Budget des dépenses à ce jour 2021-2022	Budget des dépenses 2022-2023		
			Budgets des dépenses précédents à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Bureau du directeur parlementaire du budget	6 096 099	7 246 196	7 401 122	.....	7 401 122
Bureau du secrétaire du gouverneur général	24 677 175	23 686 460	23 988 252	.....	23 988 252
Bureau du surintendant des institutions financières	199 627 403	200 750 762	220 521 651	.....	220 521 651
Bureau du vérificateur général	100 128 705	118 856 715	119 881 702	.....	119 881 702
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	11 705 653	15 511 637	11 540 881	.....	11 540 881
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	61 710 954	87 515 017	74 987 529	.....	74 987 529
Centre de la sécurité des télécommunications	779 685 543	796 790 141	798 506 472	.....	798 506 472
Centre de recherches pour le développement international	145 652 683	155 251 325	153 701 325	.....	153 701 325
Chambre des communes	610 110 361	561 408 931	562 974 268	.....	562 974 268
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	3 185 516	6 432 998	6 442 098	.....	6 442 098
Comité externe d'examen des griefs militaires	7 195 220	6 985 084	7 014 392	.....	7 014 392
Commissariat à l'intégrité du secteur public	5 391 658	5 665 323	5 676 571	.....	5 676 571
Commissariat au lobbying	4 888 378	5 219 899	5 289 196	.....	5 289 196
Commissariat aux langues officielles	22 663 084	22 206 232	22 239 511	.....	22 239 511
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	47 944 224	48 389 857	45 129 660	.....	45 129 660
Commission canadienne de sûreté nucléaire	139 527 021	143 850 667	143 682 153	.....	143 682 153
Commission canadienne des droits de la personne	30 999 159	38 609 933	39 741 221	.....	39 741 221
Commission canadienne des grains	(11 845 907)	6 769 580	13 209 950	.....	13 209 950
Commission canadienne du lait	4 576 877	4 094 435	4 153 333	.....	4 153 333
Commission canadienne du tourisme	95 665 913	121 159 703	156 159 703	.....	156 159 703
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	11 416 237	10 425 537	10 476 649	.....	10 476 649
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	4 946 675	4 852 883	4 884 675	.....	4 884 675
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	244 758 989	284 681 311	282 477 747	.....	282 477 747
Commission de la capitale nationale	153 713 387	187 981 730	154 216 469	.....	154 216 469
Commission de la fonction publique	93 561 358	91 848 552	92 800 729	.....	92 800 729
Commission des champs de bataille nationaux	9 416 161	15 076 719	11 861 086	.....	11 861 086
Commission des débats des chefs	330 748	5 466 477	454 187	.....	454 187
Commission des libérations conditionnelles du Canada	57 744 963	62 540 992	65 495 927	.....	65 495 927
Commission du droit d'auteur	3 902 388	4 279 807	4 292 538	.....	4 292 538
Commission du droit du Canada	.....	.....	.....	4 675 069	4 675 069
Commission mixte internationale (section canadienne)	8 975 239	12 194 293	8 840 939	.....	8 840 939

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2020-2021	Budget des dépenses à ce jour 2021-2022	Budget des dépenses 2022-2023		
			Budgets des dépenses précédents à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Conseil canadien des normes	18 575 862	18 661 250	15 647 708	.....	15 647 708
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	15 259 083	18 892 322	17 003 213	.....	17 003 213
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	39 335 110	17 947 335	17 135 250	.....	17 135 250
Conseil de recherches en sciences humaines	1 419 118 607	1 012 527 351	1 073 452 726	.....	1 073 452 726
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 488 475 254	1 416 949 031	1 356 077 377	.....	1 356 077 377
Conseil des Arts du Canada	428 631 145	510 389 080	414 189 080	.....	414 189 080
Conseil national de recherches du Canada	1 648 655 313	1 616 242 939	1 437 388 224	.....	1 437 388 224
Corporation commerciale canadienne	.....	.....	13 000 000	.....	13 000 000
École de la fonction publique du Canada	82 282 833	78 546 225	78 712 431	.....	78 712 431
Énergie atomique du Canada limitée	940 740 678	1 228 304 417	1 174 652 615	.....	1 174 652 615
Fondation canadienne des relations raciales	.....	6 180 001	5 000 000	.....	5 000 000
Gendarmerie royale du Canada	3 827 365 703	4 099 390 480	4 234 203 823	.....	4 234 203 823
Instituts de recherche en santé du Canada	1 503 461 560	1 390 047 422	1 242 484 652	.....	1 242 484 652
Investir au Canada	29 622 107	34 271 556	33 611 556	.....	33 611 556
La Société des ponts fédéraux Limitée	6 061 390	18 497 000	.....	5 303 000	5 303 000
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	232 073 141	324 803 854	280 004 519	.....	280 004 519
Marine Atlantique S.C.C.	140 567 000	149 875 667	40 755 438	113 074 941	153 830 379
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	3 037 615 395	3 907 384 340	3 253 366 478	49 972 737	3 303 339 215
Ministère de l'Emploi et du Développement social	162 637 306 616	101 338 951 419	87 404 374 565	(226 358 224)	87 178 016 341
Ministère de l'Environnement	1 746 786 588	1 982 491 793	1 968 217 071	.....	1 968 217 071
Ministère de l'Industrie	2 853 177 513	4 922 401 445	5 784 515 013	1	5 784 515 014
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	3 159 572 050	3 802 391 522	3 907 736 600	451 413 069	4 359 149 669
Ministère de la Défense nationale	26 827 037 837	25 737 937 313	25 950 347 556	500 000 000	26 450 347 556
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	907 497 946	654 740 800	423 468 683	.....	423 468 683
Ministère de la Justice	832 853 145	905 885 104	921 757 075	.....	921 757 075
Ministère de la Santé	3 116 652 943	8 513 035 907	3 878 001 891	20 000 000	3 898 001 891
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	777 373 633	1 180 243 242	883 472 475	823 638 161	1 707 110 636
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	9 341 706 896	8 329 830 320	7 469 059 606	.....	7 469 059 606
Ministère des Anciens Combattants	4 836 633 503	6 318 730 513	5 507 460 465	.....	5 507 460 465
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	219 463 386	236 507 753	310 313 352	.....	310 313 352
Ministère des Finances	117 660 227 875	110 744 456 804	110 665 743 181	1 444 654 622	112 110 397 803
Ministère des Pêches et des Océans	3 346 987 381	4 828 551 810	3 986 868 384	1	3 986 868 385
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	5 391 042 033	7 046 265 332	5 807 583 250	1 487 655 335	7 295 238 585

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2020-2021	Budget des dépenses à ce jour 2021-2022	Budget des dépenses 2022-2023		
			Budgets des dépenses précédents à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Ministère des Ressources naturelles	1 401 833 512	2 813 495 928	3 609 353 137	.....	3 609 353 137
Ministère des Services aux Autochtones	16 353 245 516	21 767 441 835	39 601 620 243	2 206 888 962	41 808 509 205
Ministère des Transports	1 897 164 688	2 623 253 597	2 851 853 197	370 188 209	3 222 041 406
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	4 446 870 947	5 311 050 960	4 639 613 147	.....	4 639 613 147
Ministère du Patrimoine canadien	1 961 542 247	2 229 421 812	2 184 364 789	.....	2 184 364 789
Musée canadien de l'histoire	81 526 259	84 580 111	73 223 111	.....	73 223 111
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	10 606 268	9 546 694	8 111 694	.....	8 111 694
Musée canadien de la nature	34 903 027	35 687 206	27 655 236	.....	27 655 236
Musée canadien des droits de la personne	29 187 388	29 336 716	25 436 716	.....	25 436 716
Musée des beaux-arts du Canada	54 490 639	51 956 671	45 756 671	.....	45 756 671
Musée national des sciences et de la technologie	38 544 965	43 117 196	31 514 196	.....	31 514 196
Office des transports du Canada	41 397 229	43 914 654	31 029 291	10 467 437	41 496 728
Office national du film	71 749 922	70 644 492	65 648 446	.....	65 648 446
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	14 604 139	20 065 557	20 877 446	.....	20 877 446
Régie canadienne de l'énergie	99 832 928	108 293 192	100 267 059	.....	100 267 059
Registraire de la Cour suprême du Canada	39 232 191	39 635 739	39 663 895	.....	39 663 895
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	12 251 375	31 394 919	28 250 676	.....	28 250 676
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	4 665 243	6 030 478	6 056 666	.....	6 056 666
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	2 431 245	3 648 039	3 651 256	.....	3 651 256
Secrétariat du Conseil du Trésor	3 230 779 736	9 663 816 793	7 853 655 706	.....	7 853 655 706
Sénat	117 199 504	115 563 738	121 821 702	.....	121 821 702
Service administratif des tribunaux judiciaires	104 702 994	107 558 215	99 306 992	.....	99 306 992
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	68 149 589	74 580 873	72 377 590	4 094 518	76 472 108
Service canadien du renseignement de sécurité	676 899 701	629 442 558	648 157 585	.....	648 157 585
Service correctionnel du Canada	2 931 216 086	3 043 758 610	3 050 727 462	.....	3 050 727 462
Service de protection parlementaire	73 786 578	90 753 007	100 749 866	.....	100 749 866
Services partagés Canada	2 312 197 273	2 200 841 666	2 618 895 615	85 983 575	2 704 879 190
Société canadienne d'hypothèques et de logement	2 876 263 646	5 144 252 458	3 548 649 641	45 899 167	3 594 548 808
Société canadienne des postes	22 209 960	22 210 000	22 210 000	.....	22 210 000
Société du Centre national des Arts	59 238 129	59 920 409	44 294 459	.....	44 294 459
Société Radio-Canada	1 366 915 479	1 250 423 241	1 266 123 241	.....	1 266 123 241
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	22 275 271	32 217 110	32 366 139	.....	32 366 139
Statistique Canada	621 318 868	893 545 058	576 694 249	.....	576 694 249

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2020-2021	Budget des dépenses à ce jour 2021-2022	Budget des dépenses 2022-2023		
			Budgets des dépenses précédents à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Téléfilm Canada	132 308 241	295 355 601	151 908 479	150 000 000	301 908 479
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	10 505 680	11 215 236	11 256 654	.....	11 256 654
VIA Rail Canada Inc.	651 558 580	900 018 544	980 546 235	.....	980 546 235
Total budgétaire	436 696 706 367	413 846 225 057	397 575 534 221	9 655 026 823	407 230 561 044
Non budgétaire					
Commission canadienne du lait	(21 366 517)	.....	.....	.....	.....
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	25 288 431	.....	.....	.....	.....
Ministère de l'Emploi et du Développement social	1 401 936 776	237 433 472	(205 643 530)	.....	(205 643 530)
Ministère de l'Industrie	7 503 000 000	800 000	800 000	.....	800 000
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	(11 405 611)	.....	.....	.....	.....
Ministère de la Défense nationale	(2 736 588)	.....	.....	.....	.....
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	38 363 238	301 602 233	348 321 231	.....	348 321 231
Ministère des Finances	46 682 276 764	3 305 109 002	361 709 001	.....	361 709 001
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	18 572 316	25 903 000	25 903 000	.....	25 903 000
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	(5 198 509)	.....	1	.....	1
Service correctionnel du Canada	(33)	.....	.....	.....	.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement	(170 911 067)	3 209 467 541	(164 412 879)	.....	(164 412 879)
Total non budgétaire	55 457 819 200	7 080 315 248	366 676 824	.....	366 676 824

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DES DÉPENSES (A) 2022-2023

Détails par organisation

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	1
Agence canadienne de développement économique du Nord	2
Agence de la santé publique du Canada	3
Agence Parcs Canada	5
Agence spatiale canadienne	6
Bureau du Conseil privé	7
Commission du droit du Canada	8
La Société des ponts fédéraux Limitée	9
Marine Atlantique S.C.C.	10
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	11
Ministère de l'Emploi et du Développement social	13
Ministère de l'Industrie	15
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	16
Ministère de la Défense nationale	18
Ministère de la Santé	19
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	20
Ministère des Finances	21
Ministère des Pêches et des Océans	23
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	24
Ministère des Services aux Autochtones	27
Ministère des Transports	29
Office des transports du Canada	31
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	32
Services partagés Canada	33
Société canadienne d'hypothèques et de logement	34
Téléfilm Canada	35

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	567 485 819	.....	329 734 920	897 220 739
Total des dépenses budgétaires	567 485 819	.....	329 734 920	897 220 739

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux besoins opérationnels critiques

Crédit 1a

329 734 920

Total des crédits à adopter

329 734 920

Total des dépenses budgétaires

329 734 920

Agence canadienne de développement économique du Nord

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement	21 046 520	.....	.....	21 046 520
5a Subventions et contributions	69 683 760	.....	7 378 225	77 061 985
Total des crédits	90 730 280	.....	7 378 225	98 108 505
Total des postes législatifs	2 104 936	.....	.....	2 104 936
Total des dépenses budgétaires	92 835 216	.....	7 378 225	100 213 441

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement destiné au Fonds canadien de revitalisation des communautés	Crédit 5a	5 378 225
Fonds destinés à soutenir les petites et moyennes entreprises	Crédit 5a	2 000 000
Total des crédits à adopter		7 378 225
Total des dépenses budgétaires		7 378 225

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada	35 237 000	7 378 225	42 615 225

Agence de la santé publique du Canada

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	7 853 559 297	(3 850 000)	1 431 299 458	9 281 008 755
5a Dépenses en capital	23 300 000	.....	850 000	24 150 000
10a Subventions et contributions	538 766 436	3 850 000	91 687 060	634 303 496
Total des crédits	8 415 625 733	.....	1 523 836 518	9 939 462 251
Total des postes législatifs	79 345 305	.....	.....	79 345 305
Total des dépenses budgétaires	8 494 971 038	.....	1 523 836 518	10 018 807 556

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à l'approvisionnement en produits thérapeutiques supplémentaires	Crédit 1a	1 406 900 000
Fonds destinés au Consortium de sérosurveillance	Crédit 1a	24 399 458
	Crédit 5a	850 000
	Crédit 10a	77 285 542
Total		102 535 000
Fonds destinés au programme pancanadien de soutien aux victimes d'une vaccination	Crédit 10a	9 619 156
Fonds destinés aux contre-mesures médicales	Crédit 10a	4 782 362
Total des crédits à adopter		1 523 836 518

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne des dépenses de fonctionnement (3 400 000 \$) aux Subventions à des personnes et à des organisations pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de renforcement des capacités communautaires, de stimulation du développement et de la transmission des connaissances, et de l'établissement de partenariats et collaboration intersectorielle	Crédit 1a	(3 400 000)
	Crédit 10a	3 400 000
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne des dépenses de fonctionnement (450 000 \$) aux Subventions au programme Solutions innovatrices Canada	Crédit 1a	(450 000)
	Crédit 10a	450 000
Total		.....
Total des transferts		.....
Total des dépenses budgétaires		1 523 836 518

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique	54 100 000	77 285 542	131 385 542
Subventions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de renforcement des capacités communautaires, de stimulation du développement et de la transmission des connaissances, et de l'établissement de partenariats et collaboration intersectorielle	67 953 882	8 182 362	76 136 244
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	. . . . .	450 000	450 000
Contributions			
Programme pancanadien de soutien aux victimes d'une vaccination	19 000 000	9 619 156	28 619 156

Agence Parcs Canada

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	622 094 141	.....	20 746 647	642 840 788
5a Dépenses en capital	138 130 184	.....	6 062 991	144 193 175
10 Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques	21 258 071	.....	.....	21 258 071
Total des crédits	781 482 396	.....	26 809 638	808 292 034
Total des postes législatifs	207 100 909	.....	6 753 890	213 854 799
Total des dépenses budgétaires	988 583 305	.....	33 563 528	1 022 146 833

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés au maintien de la capacité de l'Agence à gérer ses immobilisations (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	19 445 558
	Crédit 5a	6 062 991

Total 25 508 549

Fonds destinés au programme d'initiation au camping : rapprocher les collectivités de la nature et de la culture (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	1 020 814
---	-----------	------------------

Fonds destinés à l'amélioration et au renouvellement de l'Entente sur les mesures provisoires des Premières Nations du Dehcho et de l'Entente provisoire sur la mise en valeur des ressources des Premières Nations du Dehcho (poste horizontal)	Crédit 1a	280 275
--	-----------	----------------

Total des crédits à adopter 26 809 638

Total des crédits législatifs 6 753 890

Total des dépenses budgétaires 33 563 528

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
(dollars)			
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	57 100 909	6 753 890	63 854 799

Agence spatiale canadienne

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1	Dépenses de fonctionnement	217 471 684	.....	217 471 684
5a	Dépenses en capital	73 949 013	.....	257 399 865
10	Subventions et contributions	85 580 950	.....	85 580 950
Total des crédits		377 001 647	.....	560 452 499
Total des postes législatifs		11 276 732	.....	12 270 721
Total des dépenses budgétaires		388 278 379	.....	572 723 220

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés au système robotisé Canadarm3 (phase B)

Crédit 5a

183 450 852

Total des crédits à adopter

183 450 852

Total des crédits législatifs

993 989

Total des dépenses budgétaires

184 444 841

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 276 732	993 989	12 270 721

Bureau du Conseil privé

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	171 938 081	.....	26 271 733	198 209 814
Total des crédits	171 938 081	.....	26 271 733	198 209 814
Total des postes législatifs	20 480 242	.....	2 246 478	22 726 720
Total des dépenses budgétaires	192 418 323	.....	28 518 211	220 936 534

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à appuyer l'enquête en vertu de la <i>Loi sur les mesures d'urgence</i>	Crédit 1a	18 798 345
Fonds pour soutenir la gestion à la préparation aux situations d'urgence et pour améliorer la capacité ministérielle (budget fédéral de 2022)	Crédit 1a	7 473 388
Total des crédits à adopter		26 271 733
Total des crédits législatifs		2 246 478
Total des dépenses budgétaires		28 518 211

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	20 105 742	2 246 478	22 352 220

Commission du droit du Canada

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	4 370 781	4 370 781
Total des crédits	4 370 781	4 370 781
Total des postes législatifs	304 288	304 288
Total des dépenses budgétaires	4 675 069	4 675 069

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés au rétablissement de la Commission (budget fédéral de 2021)

Crédit 1a

4 370 781

Total des crédits à adopter

4 370 781

Total des crédits législatifs

304 288

Total des dépenses budgétaires

4 675 069

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
(dollars)			
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	304 288	304 288

La Société des ponts fédéraux Limitée

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Paiements à la Société	5 303 000	5 303 000
Total des dépenses budgétaires	5 303 000	5 303 000

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux besoins opérationnels critiques

Crédit 1a

5 303 000

Total des crédits à adopter

5 303 000

Total des dépenses budgétaires

5 303 000

Marine Atlantique S.C.C.**Sommaire de l'organisation**

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Paiements à la société	40 755 438	.....	113 074 941	153 830 379
Total des dépenses budgétaires	40 755 438	.....	113 074 941	153 830 379

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds destinés aux services de traversier entre la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador	Crédit 1a	113 074 941
Total des crédits à adopter		113 074 941
Total des dépenses budgétaires		113 074 941

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	608 022 545	.....	2 732 006	610 754 551
5a Dépenses en capital	38 309 523	.....	250 000	38 559 523
10a Subventions et contributions	582 506 527	.....	46 552 506	629 059 033
Total des crédits	1 228 838 595	.....	49 534 512	1 278 373 107
Total des postes législatifs	2 024 527 883	.....	438 225	2 024 966 108
Total des dépenses budgétaires	3 253 366 478	.....	49 972 737	3 303 339 215

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds à l'appui de l'industrie vinicole canadienne (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	2 732 006
	Crédit 5a	250 000
	Crédit 10a	46 552 506

Total **49 534 512**

Total des crédits à adopter **49 534 512**

Total des crédits législatifs **438 225**

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (300 000 \$) aux subventions au sein du programme des initiatives Agri-risques	Crédit 10a
---	------------	-------

Total des transferts **.....**

Total des dépenses budgétaires **49 972 737**

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à l'appui de l'industrie vinicole canadienne	.....	46 552 506	46 552 506
Paiements de subvention pour le programme des initiatives Agri-risques	300 000	300 000	600 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	68 881 237	438 225	69 319 462

Ministère de l'Emploi et du Développement social

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	1 077 997 107	..... 77 283 900	1 155 281 007
5a	Subventions et contributions	10 319 347 022	(69 183 253) 194 162 442	10 444 326 211
Total des crédits		11 397 344 129	(69 183 253) 271 446 342	11 599 607 218
Total des postes législatifs		76 007 030 436	..... (428 621 313)	75 578 409 123
Total des dépenses budgétaires		87 404 374 565	(69 183 253) (157 174 971)	87 178 016 341
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs		(205 643 530)	.....	(205 643 530)
Total des dépenses non budgétaires		(205 643 530)	.....	(205 643 530)

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à l'apprentissage et à la garde des jeunes enfants	Crédit 5a	176 662 442
Fonds destinés à la modernisation du versement des prestations	Crédit 1a	76 383 900
Fonds destinés à favoriser l'accès aux études postsecondaires	Crédit 5a	17 500 000
Fonds destinés à la protection des prix des loyers (budget fédéral de 2022)	Crédit 1a	900 000
Total des crédits à adopter		271 446 342
Total des crédits législatifs		(428 621 313)
Transferts		
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (1 000 000 \$) aux subventions pour le Programme stratégique de mobilisation des partenaires et de recherche	Crédit 5a	.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour appuyer le cadre d'apprentissage et la garde des jeunes enfants autochtones	Crédit 5a	(69 183 253)
Total des transferts		(69 183 253)
Total des dépenses budgétaires		(226 358 224)

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention Passeport pour ma réussite Canada	.....	9 500 000	9 500 000
Programme stratégique de mobilisation des partenaires et de recherche	100 000	1 000 000	1 100 000
Contributions			
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux autres organismes publics, aux organisations, aux groupes, aux collectivités, aux employeurs et aux particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation de ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	1 158 423 339	8 000 000	1 166 423 339
Autres paiement de transfert			
Paiements aux provinces et aux territoires aux fins de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants	5 013 697 533	176 662 442	5 190 359 975

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9)	52 225 920 595	(371 920 595)	51 854 000 000
Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9)	15 432 851 588	2 148 412	15 435 000 000
Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9)	651 499 130	(34 499 130)	617 000 000
Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	317 930 000	(14 930 000)	303 000 000
Paiements pour la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	98 900 000	(13 400 000)	85 500 000
Paiements pour la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement en vertu de la <i>Loi sur la prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement</i>	17 760 000	3 360 000	21 120 000
Prestation universelle pour la garde d'enfants (<i>Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants</i>)	40 000	620 000	660 000

Ministère de l'Industrie

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements		
(dollars)					
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1	Dépenses de fonctionnement	573 947 797	.....	.....	573 947 797
5	Dépenses en capital	67 250 100	.....	.....	67 250 100
10a	Subventions et contributions	4 884 272 981	.....	1	4 884 272 982
Total des crédits		5 525 470 878	.....	1	5 525 470 879
Total des postes législatifs		259 044 135	.....	.....	259 044 135
Total des dépenses budgétaires		5 784 515 013	.....	1	5 784 515 014
Dépenses non budgétaires					
Crédits					
L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	.....	.....	300 000
L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	.....	.....	500 000
Total des dépenses non budgétaires		800 000	.....	.....	800 000

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à autoriser l'inscription et le rajustement des subventions	Crédit 10a	1
--	------------	----------

Total des crédits à adopter		1
------------------------------------	--	----------

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (1 200 000 \$) à la Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	Crédit 10a
--	------------	-------

Total des transferts	
-----------------------------	--	--------------

Total des dépenses budgétaires		1
---------------------------------------	--	----------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	600 000	1 200 001	1 800 001

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	1 539 424 462	195 139 180	1 734 563 642
5	Dépenses en capital	30 355 221		30 355 221
10a	Subventions et contributions	2 126 826 012	248 752 376	2 375 578 388
Total des crédits		3 696 605 695	443 891 556	4 140 497 251
Total des postes législatifs		211 130 905	7 521 513	218 652 418
Total des dépenses budgétaires		3 907 736 600	451 413 069	4 359 149 669

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à l'immigration, aux mesures d'établissement, au logement temporaire et au soutien du revenu des Ukrainiens et des Ukrainiennes	Crédit 1a	90 170 000
	Crédit 10a	157 600 000
Total		247 770 000

Fonds destinés à l'approche en matière d'immigration adoptée en raison de la situation en Ukraine (budget fédéral de 2022)	Crédit 1a	104 969 180
--	-----------	--------------------

Fonds destinés à l'évacuation, à l'immigration et à la réinstallation de ressortissants afghans au Canada	Crédit 10a	91 152 376
---	------------	-------------------

Total des crédits à adopter		443 891 556
------------------------------------	--	--------------------

Total des crédits législatifs		7 521 513
--------------------------------------	--	------------------

Total des dépenses budgétaires		451 413 069
---------------------------------------	--	--------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention pour le Programme d'aide à la réinstallation des réfugiés	25 433 896	161 000 000	186 433 896
Contributions			
Aide à la réinstallation	190 489 718	77 680 614	268 170 332
Programme d'établissement	971 022 398	10 071 762	981 094 160

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	101 086 126	7 521 513	108 607 639

Ministère de la Défense nationale

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1	Dépenses de fonctionnement	17 574 151 036	.....	17 574 151 036
5	Dépenses en capital	5 956 536 653	.....	5 956 536 653
10a	Subventions et contributions	314 401 113	..... 500 000 000	814 401 113
15	Paiements liés au régime d'assurance-invalidité de longue durée et d'assurance-vie pour les membres des Forces canadiennes	446 727 532	.....	446 727 532
Total des crédits		24 291 816 334	..... 500 000 000	24 791 816 334
Total des postes législatifs		1 658 531 222	.....	1 658 531 222
Total des dépenses budgétaires		25 950 347 556	..... 500 000 000	26 450 347 556

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à l'aide militaire offerte à l'Ukraine (budget fédéral de 2022)

Crédit 10a

500 000 000

Total des crédits à adopter

500 000 000

Total des dépenses budgétaires

500 000 000

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions à l'opération Ukraine	500 000 000	500 000 000

Ministère de la Santé

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement	1 215 459 268	.....	.....	1 215 459 268
5 Dépenses en capital	17 149 187	.....	.....	17 149 187
10a Subventions et contributions	2 481 521 084	.....	20 000 000	2 501 521 084
Total des crédits	3 714 129 539	.....	20 000 000	3 734 129 539
Total des postes législatifs	163 872 352	.....	.....	163 872 352
Total des dépenses budgétaires	3 878 001 891	.....	20 000 000	3 898 001 891

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à l'Accord sur la relance sécuritaire aux fins d'investissements fédéraux dans le dépistage, la recherche des contacts et la gestion des données

Crédit 10a

20 000 000

Total des crédits à adopter

20 000 000

Total des dépenses budgétaires

20 000 000

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Programme de paiements de transfert des Accords sur la relance sécuritaire liés à la COVID-19	22 500 000	20 000 000	42 500 000

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1	Dépenses de fonctionnement	201 130 701	.....	201 130 701
5a	Subventions et contributions	663 745 982	..... 823 638 161	1 487 384 143
Total des crédits		864 876 683	..... 823 638 161	1 688 514 844
Total des postes législatifs		18 595 792	.....	18 595 792
Total des dépenses budgétaires		883 472 475	..... 823 638 161	1 707 110 636

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés au programme de contributions pour les Accords d'aide financière en cas de catastrophe (budget fédéral de 2021)	Crédit 5a	823 638 161
--	-----------	--------------------

Total des crédits à adopter

823 638 161

Total des dépenses budgétaires

823 638 161

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions versées aux provinces à titre d'aide financière en cas de catastrophes naturelles	100 000 000	823 638 161	923 638 161

Ministère des Finances

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses du programme	137 905 840	..... 191 585 622	329 491 462
5	Autorisation pour le montant de l'aide en paiements directs à l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>	1	.....	1
Total des crédits		137 905 841	..... 191 585 622	329 491 463
Total des postes législatifs		110 527 837 340	..... 1 253 069 000	111 780 906 340
Total des dépenses budgétaires		110 665 743 181	..... 1 444 654 622	112 110 397 803
Dépenses non budgétaires				
Crédits				
L10	Autorisation d'établir le montant maximal payable à l'Association internationale de développement pour fournir une aide financière (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8)	1	.....	1
Total des crédits		1	.....	1
Total des postes législatifs		361 709 000	.....	361 709 000
Total des dépenses non budgétaires		361 709 001	.....	361 709 001

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés au gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador d'une somme équivalente aux revenus nets liés à la participation aux bénéfices nets et à la participation accessoire aux bénéfices nets du projet pétrolier extracôtier Hibernia pour l'année 2021

Crédit 1a

191 585 622

Total des crédits à adopter

191 585 622

Total des crédits législatifs

1 253 069 000

Total des dépenses budgétaires

1 444 654 622

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Intérêt sur la dette non échue (<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>)	18 743 000 000	895 000 000	19 638 000 000
Autres frais d'intérêts	4 858 000 000	254 000 000	5 112 000 000
Paiements pour l'amélioration de la ventilation dans les écoles en vertu de la <i>Loi d'exécution de la mise à jour économique et budgétaire de 2021</i>	. . . . .	100 000 000	100 000 000
Achat de la monnaie canadienne (<i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i>)	80 000 000	2 000 000	82 000 000
Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(1 151 097 000)	9 000	(1 151 088 000)
Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(5 224 272 000)	2 060 000	(5 222 212 000)

Ministère des Pêches et des Océans

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement	1 945 555 178	.....	.....	1 945 555 178
5 Dépenses en capital	1 241 313 712	.....	.....	1 241 313 712
10a Subventions et contributions	620 111 679	.....	1	620 111 680
Total des crédits	3 806 980 569	.....	1	3 806 980 570
Total des postes législatifs	179 887 815	.....	.....	179 887 815
Total des dépenses budgétaires	3 986 868 384	.....	1	3 986 868 385

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à autoriser l'inscription et le rajustement des subventions Crédit 10a 1

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (1 600 000 \$) aux Subventions pour soutenir les pêcheurs autonomes touchés par la pandémie de COVID-19 au Canada Crédit 10a

Total des transferts

.....

Total des dépenses budgétaires

1

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour soutenir les pêcheurs autonomes touchés par la pandémie de COVID-19 au Canada	1 600 001	1 600 001

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	972 219 379	293 898 854	1 266 118 233
5	Dépenses en capital	328 287		328 287
10a	Subventions et contributions	4 803 938 947	1 104 199 785	5 994 857 536
Total des crédits		5 776 486 613	1 398 098 639	7 261 304 056
Total des postes législatifs		31 096 637	2 837 892	33 934 529
Total des dépenses budgétaires		5 807 583 250	1 400 936 531	7 295 238 585
Dépenses non budgétaires				
Crédits				
L15	Prêts à des revendicateurs autochtones	25 903 000		25 903 000
Total des dépenses non budgétaires		25 903 000		25 903 000

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement destiné aux Fonds de règlement des revendications particulières	Crédit 10a	900 000 000
Fonds destinés au règlement partiel du litige Gottfriedson (élèves externes des pensionnats indiens)	Crédit 1a	146 000 000
Fonds destinés à la Convention de règlement relative aux externats indiens fédéraux (McLean)	Crédit 1a	130 000 000
Fonds destinés à combler l'écart en matière de logement et d'infrastructure dans le Nord (budget fédéral de 2022)	Crédit 10a	75 000 000
Fonds destinés à favoriser l'obtention de résultats rapides pour faire progresser la réconciliation avec la Nation Haïda	Crédit 10a	53 000 000
Financement pour le renouvellement des tables de soutien à la reconnaissance des droits et à l'autodétermination des Autochtones	Crédit 1a	17 602 758
	Crédit 10a	28 336 000
Total		45 938 758
Fonds destinés à l'appui de la mise en œuvre de l'Entente sur la gouvernance de la Nation Anishinabek	Crédit 10a	43 084 946
Fonds destinés à la ratification et à la mise en œuvre d'ententes sectorielles sur l'autonomie gouvernementale dans le domaine de l'éducation pour 13 Premières Nations de la Colombie-Britannique	Crédit 10a	2 569 381

Fonds destinés à l'amélioration et au renouvellement de l'Entente sur les mesures provisoires des Premières Nations du Dehcho et de l'Entente provisoire sur la mise en valeur des ressources des Premières Nations du Dehcho (poste horizontal)	Crédit 1a	296 096
	Crédit 10a	2 209 458
Total		2 505 554
Total des crédits à adopter		1 398 098 639
Total des crédits législatifs		2 837 892
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour appuyer le cadre d'apprentissage et la garde des jeunes enfants autochtones	Crédit 10a	69 183 253
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour ratifier et mettre en œuvre les ententes sectorielles sur l'autonomie gouvernementale dans le domaine de l'éducation pour 13 Premières Nations de la Colombie-Britannique	Crédit 10a	17 535 551
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (64 526 000 \$) aux Subventions aux organisations chargées des revendications territoriales, aux signataires d'accords sur l'autonomie gouvernementale et aux organisations des Premières Nations afin de favoriser la récolte d'aliments traditionnels pour le financement de la sécurité alimentaire dans le Nord (Nutrition Nord Canada)	Crédit 10a	.....
Total des transferts		86 718 804
Total des dépenses budgétaires		1 487 655 335

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions aux Premières Nations pour le règlement de revendications particulières négocié par le Canada ou imposé par le Tribunal des revendications particulières, et aux groupes autochtones pour le règlement des revendications spéciales	2 327 853 678	900 000 000	3 227 853 678
Subventions pour la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale et autres ententes visant à régler les droits découlant de l'article 35	1 282 469 570	112 602 574	1 395 072 144
Subventions pour promouvoir le développement social et politique dans le Nord et pour les habitants du Nord	3 000 000	75 000 000	78 000 000
Subventions aux organisations chargées des revendications territoriales, aux signataires d'accords sur l'autonomie gouvernementale et aux organisations des Premières Nations pour soutenir la récolte d'aliments traditionnels	8 000 000	64 526 000	72 526 000
Contributions			
Programme de contributions de l'interlocuteur fédéral	132 166 898	69 183 253	201 350 151
Contributions pour appuyer la négociation et la mise en œuvre d'ententes ou d'initiatives de traités, de revendications et d'autonomie gouvernementale	351 179 519	34 132 762	385 312 281

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <small>(dollars)</small>	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	24 904 931	2 837 892	27 742 823

Ministère des Services aux Autochtones

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	24 714 136 043	.....	1 005 069 323	25 719 205 366
5 Dépenses en capital	5 983 854	.....	.....	5 983 854
10a Subventions et contributions	14 745 696 586	(17 535 551)	1 213 456 500	15 941 617 535
Total des crédits	39 465 816 483	(17 535 551)	2 218 525 823	41 666 806 755
Total des postes législatifs	135 803 760	.....	5 898 690	141 702 450
Total des dépenses budgétaires	39 601 620 243	(17 535 551)	2 224 424 513	41 808 509 205

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux coûts liés à l'indemnisation et aux réformes des programmes des Services à l'enfance et à la famille des Premières Nations et du principe de Jordan

Crédit 1a 1 002 271 790

Crédit 10a 1 116 955 500

Total **2 119 227 290**

Fonds destinés à remédier aux séquelles laissées par les pensionnats indiens

Crédit 1a 2 797 533

Crédit 10a 96 501 000

Total **99 298 533**

Total des crédits à adopter 2 218 525 823

Total des crédits législatifs 5 898 690

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord pour ratifier et mettre en œuvre les ententes sectorielles sur l'autonomie gouvernementale dans le domaine de l'éducation pour 13 Premières Nations de la Colombie-Britannique

Crédit 10a **(17 535 551)**

Total des transferts (17 535 551)

Total des dépenses budgétaires 2 206 888 962

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions visant à appuyer les Initiatives de bien-être communautaire et en matière de compétence à l'intention des enfants et des familles	256 318 118	945 825 500	1 202 143 618
Contributions visant à offrir des services de protection et de prévention aux enfants, aux jeunes, aux jeunes adultes, aux familles et aux communautés	. . . . .	119 000 000	119 000 000
Contributions versées aux Premières Nations pour la gestion de sites contaminés	34 471 716	73 864 300	108 336 016
Contributions aux soins de santé primaires des Premières Nations et des Inuits	1 902 928 889	50 130 000	1 953 058 889
Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires	2 740 571 983	21 136 700	2 761 708 683
Contributions servant à la prestation de services publics dans le domaine du soutien aux gouvernements indiens et à l'établissement de systèmes solides de gouvernance, d'administration et de responsabilisation	81 675 677	2 000 000	83 675 677
Contributions au soutien à l'infrastructure de la santé des Premières Nations et des Inuits	1 094 445 480	1 500 000	1 095 945 480

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	100 577 869	5 898 690	106 476 559

Ministère des Transports

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	717 960 052	.....	29 796 369	747 756 421
5a Dépenses en capital	86 811 642	.....	324 800	87 136 442
10a Subventions et contributions	1 823 658 649	.....	334 439 600	2 158 098 249
Total des crédits	2 628 430 343	.....	364 560 769	2 992 991 112
Total des postes législatifs	223 422 854	.....	5 627 440	229 050 294
Total des dépenses budgétaires	2 851 853 197	.....	370 188 209	3 222 041 406

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à la prolongation et à l'élargissement du programme Incitatifs pour l'achat de véhicules zéro émission (budget fédéral de 2022)	Crédit 1a	1 982 536
	Crédit 5a	324 800
	Crédit 10a	320 239 600
Total		322 546 936
Fonds destinés à la modernisation des mesures de sûreté et de sécurité ferroviaires pour protéger la population et les collectivités canadiennes	Crédit 1a	10 575 793
	Crédit 10a	14 200 000
Total		24 775 793
Fonds destinés à la mise en œuvre de l'obligation vaccinale établie par le gouvernement du Canada dans le secteur des transports sous réglementation fédérale	Crédit 1a	17 238 040
Total des crédits à adopter		364 560 769
Total des crédits législatifs		5 627 440
Total des dépenses budgétaires		370 188 209

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Programme d'incitatifs pour l'utilisation de véhicules zéro émission	92 919 522	320 239 600	413 159 122
Programme visant à favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones	6 600 000	2 600 000	9 200 000
Contributions			
Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire	20 500 000	11 000 000	31 500 000
Programme visant à favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones	1 900 000	600 000	2 500 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	86 773 869	5 627 440	92 401 309

Office des transports du Canada

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	27 487 704	.....	8 412 594	35 900 298
Total des crédits	27 487 704	.....	8 412 594	35 900 298
Total des postes législatifs	3 541 587	.....	2 054 843	5 596 430
Total des dépenses budgétaires	31 029 291	.....	10 467 437	41 496 728

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés au maintien de la capacité du programme de règlement des différends	Crédit 1a	8 412 594
--	-----------	------------------

Total des crédits à adopter		8 412 594
------------------------------------	--	------------------

Total des crédits législatifs		2 054 843
--------------------------------------	--	------------------

Total des dépenses budgétaires		10 467 437
---------------------------------------	--	-------------------

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 541 587	2 054 843	5 596 430

Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	61 056 221	.....	3 595 848	64 652 069
Total des crédits	61 056 221	.....	3 595 848	64 652 069
Total des postes législatifs	11 321 369	.....	498 670	11 820 039
Total des dépenses budgétaires	72 377 590	.....	4 094 518	76 472 108

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux besoins opérationnels critiques et au projet de déménagement des bureaux de Toronto et de Montréal	Crédit 1a	3 595 848
---	-----------	------------------

Total des crédits à adopter		3 595 848
------------------------------------	--	------------------

Total des crédits législatifs		498 670
--------------------------------------	--	----------------

Total des dépenses budgétaires		4 094 518
---------------------------------------	--	------------------

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 321 369	498 670	11 820 039

Services partagés Canada

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	2 161 889 344	.....	65 794 483	2 227 683 827
5a Dépenses en capital	339 296 808	.....	20 189 092	359 485 900
Total des crédits	2 501 186 152	.....	85 983 575	2 587 169 727
Total des postes législatifs	117 709 463	.....	.....	117 709 463
Total des dépenses budgétaires	2 618 895 615	.....	85 983 575	2 704 879 190

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à la modernisation du réseau (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	40 489 098
	Crédit 5a	20 189 092
Total		60 678 190
Fonds destinés à couvrir les coûts liés à la prestation de services essentiels en matière de technologie de l'information	Crédit 1a	25 305 385
Total des crédits à adopter		85 983 575
Total des dépenses budgétaires		85 983 575

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Remboursement en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	3 548 649 641	.....	45 899 167	3 594 548 808
Total des dépenses budgétaires	3 548 649 641	.....	45 899 167	3 594 548 808
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs	(164 412 879)	.....	.....	(164 412 879)
Total des dépenses non budgétaires	(164 412 879)	.....	.....	(164 412 879)

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à l'Initiative de logement rapide	Crédit 1a	30 899 167
Financement destiné au Fonds de secours d'urgence de Granville Island	Crédit 1a	15 000 000
Total des crédits à adopter		45 899 167
Total des dépenses budgétaires		45 899 167

Téléfilm Canada**Sommaire de l'organisation**

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	151 908 479	.....	150 000 000	301 908 479
Total des dépenses budgétaires	151 908 479	.....	150 000 000	301 908 479

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Financement destiné au Fonds d'indemnisation à court terme pour productions audiovisuelles canadiennes	Crédit 1a	150 000 000
--	-----------	--------------------

Total des crédits à adopter**150 000 000****Total des dépenses budgétaires****150 000 000**

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2022-2023

Annexe

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au
projet de loi de crédits

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits
(pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN		
1a	– Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		329 734 920
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD		
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions		7 378 225
	AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la vente de produits, de la prestation de services d'inspection et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	1 431 299 458	
5a	– Dépenses en capital	850 000	
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Contributions	91 687 060	
			1 523 836 518
	AGENCE PARCS CANADA		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, notamment : a) les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral; b) les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières.	20 746 647	
5a	– Dépenses en capital	6 062 991	
			26 809 638
	AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
5a	– Dépenses en capital		183 450 852
	BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ		
1a	– Dépenses du programme, y compris : a) les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues; b) les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparaisant devant des commissions d'enquête; c) le fonctionnement de la résidence du premier ministre. – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la formation en matière d'analyse du renseignement;		26 271 733

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ <i>(suite et fin)</i>		
	b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
	COMMISSION DU DROIT DU CANADA		
1a	– Dépenses du programme		4 370 781
	LA SOCIÉTÉ DES PONTS FÉDÉRAUX LIMITÉE		
1a	– Paiements à la Société		5 303 000
	MARINE ATLANTIQUE S.C.C.		
1a	– Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion – Paiements à la société pour les dépenses en capital – Paiements à la société pour les services de transport, y compris les services de transport maritime entre la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador, et les navires, terminaux et infrastructures connexes		113 074 941
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les ententes de recherche concertée et les services de recherche; b) les activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires; c) l'administration du programme « Agri-stabilité »; d) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	2 732 006	
5a	– Dépenses en capital	250 000	
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	46 552 506	
			49 534 512

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL		
1a	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail; b) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi; c) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; d) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i>. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	77 283 900	
5a	<ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions 	194 162 442	271 446 342
	MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE		
10a	<ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions 		1
	MINISTÈRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION		
1a	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	195 139 180	
10a	<ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris la fourniture de biens et de services 	248 752 376	443 891 556

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE		
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice et contributions, y compris : a) les montants versés à un bénéficiaire ou ce qui en tient lieu, notamment pour : (i) la fourniture de biens ou de services, (ii) l’utilisation d’installations; b) les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l’article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour : (i) l’acquisition ou le transfert d’équipement de défense, (ii) la fourniture de services aux fins de défense, (iii) l’acquisition ou le transfert de fournitures ou d’installations aux fins de défense.		500 000 000
	MINISTÈRE DE LA SANTÉ		
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services		20 000 000
	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION CIVILE		
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions		823 638 161
	MINISTÈRE DES FINANCES		
1a	– Dépenses du programme – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		191 585 622
	MINISTÈRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS		
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions		1
	MINISTÈRE DES RELATIONS COURONNE-AUTOCHTONES ET DES AFFAIRES DU NORD		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel – Autorisation d’effectuer des dépenses — recouvrables ou non — relatives aux travaux effectués sur des propriétés n’appartenant pas au gouvernement fédéral	293 898 854	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
10a	<p style="text-align: center;">MINISTÈRE DES RELATIONS COURONNE-AUTOCHTONES ET DES AFFAIRES DU NORD <i>(suite et fin)</i></p> <p>et aux services fournis à l'égard de celles-ci</p> <ul style="list-style-type: none"> – Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel – Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> <ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions 	1 104 199 785	1 398 098 639
1a	<p style="text-align: center;">MINISTÈRE DES SERVICES AUX AUTOCHTONES</p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel – Autorisation d'effectuer des dépenses — recouvrables ou non — relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci – Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel – Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un 	1 005 069 323	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DES SERVICES AUX AUTOCHTONES (suite et fin)		
	traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services	1 213 456 500	
			2 218 525 823
	MINISTÈRE DES TRANSPORTS		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l'exercice d'une compétence en matière d'aéronautique – Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la <i>Loi sur l'aéronautique</i> – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	29 796 369	
5a	– Dépenses en capital	324 800	
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	334 439 600	
			364 560 769
	OFFICE DES TRANSPORTS DU CANADA		
1a	– Dépenses du programme		8 412 594
	SERVICE CANADIEN D'APPUI AUX TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS		
1a	– Dépenses du programme – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>		3 595 848
	SERVICES PARTAGÉS CANADA		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologie de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i> , les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services	65 794 483	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	SERVICES PARTAGÉS CANADA <i>(suite et fin)</i>		
5a	– Dépenses en capital – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses en capital engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de technologie de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i>	20 189 092	
			85 983 575
	SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT		
1a	– Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas : a) au titre de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ; b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i> .		45 899 167
	TÉLÉFILM CANADA		
1a	– Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>		150 000 000
			8 795 403 218